

LE BACCALaurÉAT 2021 SUSCITE LA COLÈRE DE TOUS

LES ENSEIGNANTS SE SENTENT PRIS AU PIÈGE DE LA SITUATION CRÉÉE PAR LE MINISTRE BLANQUER

Dans les lycées, les professeurs sont sous pression. Celle de vouloir tout mettre en œuvre pour faire réussir leurs élèves, celle venant des élèves et des parents, inquiets à cause des conditions incertaines d'organisation des épreuves. Ils sont placés dans une situation impossible : instruire leurs élèves, préparer les Premières et les Terminales aux épreuves nationales (grand oral, philosophie et EAF) sans pouvoir assurer les cours à la totalité des élèves. Ils sont amenés à faire des choix d'organisation interne qui de toute façon ne sont pas satisfaisants.

Avec comme conséquences : des tensions au sein des établissements, l'épuisement professionnel, le sentiment de ne pouvoir faire correctement leur travail, la culpabilisation de ne pas pouvoir préparer correctement les élèves dans le mois qui leur reste. Le remplacement de la quasi totalité des épreuves terminales par le contrôle continu y participe. Les élèves et les enseignants sont toujours entre deux évaluations dont le poids devient disproportionné. Ces difficultés sont accrues par l'alternance de moitié de classe.

LE MINISTRE INVERSE LES RESPONSABILITÉS

Pour le baccalauréat, comme pour la parodie de protocole sanitaire, le ministre a transféré la charge de l'organisation sur les chefs d'établissement et les personnels. Pour les cours, comme pour le sanitaire, le ministre n'est plus responsable. S'il y a des contaminations, c'est de votre faute ! Si les épreuves se déroulent mal, c'est de votre faute aussi. Si les lycéens échouent et si la rentrée 2021 se passe mal, c'est de votre faute !

Or, la responsabilité de ce fiasco est bien celle du ministre. C'est lui qui a supprimé des centaines de postes à la rentrée 2020 et à refuser de prendre sur les listes complémentaires aux concours et de les abonder. C'est lui qui a refusé de réemployer tous les contractuels. C'est lui qui continue à supprimer 1 800 postes pour la rentrée de septembre 2021. Comme en janvier et février 2020 au moment des E3C, c'est encore lui qui envoie les forces de l'ordre devant les établissements en mai 2021 pour réprimer les lycéens qui s'opposent au saccage de leur di-

plôme. Les lycéens mobilisés aujourd'hui veulent un vrai diplôme. Leur revendication est légitime. Ils ne sont pas responsables, tout comme les professeurs du saccage de leur diplôme et de leur droit à avoir un avenir !

LE MINISTRE CHANGE LES RÈGLES SANS CESSER AU DÉTRIMENT DES POSTES, DES CLASSES ET DES HEURES

La règle, c'est modifier sans cesse et ne pas donner de moyens. Les professeurs et les élèves n'ont pris connaissance de l'organisation des épreuves et des modalités d'évaluation que fin janvier. Après cela, le président et le ministre ont modifié au dernier moment le calendrier des vacances scolaires de printemps pour les trois quarts des académies, ce qui a imposé à tous les professeurs de revoir l'organisation des cours et des évaluations prévues. J.M. Blanquer a annoncé sur France 2, le 5 mai, que les règles changeaient pour les épreuves de philosophie avec la prise en compte de la meilleure des deux notes entre celle du contrôle continu et celle de l'épreuve terminale. Quelle modification de dernière minute va-t-il encore nous imposer avant les épreuves ? Quel mépris pour les professeurs et les élèves !



J-M BLANQUER VEUT RETIRER DÉFINITIVEMENT SON CARACTÈRE NATIONAL AU BACCALAURÉAT

En modifiant depuis deux ans l'organisation du baccalauréat, en le privant par étape de son caractère national, le ministre avance pas à pas vers la disparition du baccalauréat. Si bien que les professeurs sont partagés entre le découragement et l'attachement à la défense du baccalauréat et ses épreuves nationales terminales, ponctuelles et anonymes qui garantissent le caractère national du diplôme. Le ministre voudrait pousser les enseignants à renoncer eux-mêmes à la valeur du diplôme qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Il ne dit pas : « *les circonstances sont exceptionnelles, j'aménage cette année l'organisation des épreuves en raison de la crise sanitaire et je prends les dispositions pour qu'une fois la crise passée, les épreuves terminales et anonymes soient rétablies* ». Non ! Il avance vers la poursuite d'un baccalauréat « maison » et ne prévoit aucun retour en arrière possible, comme en 2019 et en 2020. Les modifications radicales du baccalauréat, qu'il impose par ses réformes et par le truchement de la crise sanitaire, semblent avoir vocation à devenir définitives.

LE MINISTRE NE DEVRAIT PAS SOUS ESTIMER LA COLÈRE DES ENSEIGNANTS, DES ÉLÈVES ET DES PARENTS.

Les professeurs ont encore en mémoire les « tripatouillages » des résultats du baccalauréat 2019 puis de 2020. Le ministre oublie la colère des correcteurs et des membres des jurys dont les prérogatives avaient été bafouées. La décision de dernière minute concernant les épreuves de philosophie suscite la colère des professeurs. En annonçant en mai que l'épreuve écrite de philosophie de juin est à égalité avec le contrôle continu, le ministre détruit l'une des deux dernières épreuves terminales qui subsistent du baccalauréat Blanquer.

UN PRÉAVIS DE GRÈVE EST DÉPOSÉ

Le syndicat n'oppose pas les personnels, les lycéens et les parents d'élèves. Tous sont attachés à la valeur nationale du baccalauréat et à un égal accès à l'instruction.

Le SNFOLC appelle les personnels à se réunir en heure d'information syndicale, en AG, à prendre contact avec les parents d'élèves et les lycéens, à les protéger et à prendre position pour exprimer ensemble leur attachement aux diplômes qui conditionnent l'avenir des élèves. Les professeurs et élèves avec les parents veulent défendre les examens, les diplômes, l'instruction. FO aussi. C'est pourquoi ensemble demandons le retrait de la réforme du lycée, du baccalauréat Blanquer, et de Parcoursup !

